

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving  
PWGSC  
33 City Centre Drive  
Suite 480C  
Mississauga  
Ontario  
L5B 2N5  
Bid Fax: (905) 615-2095**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)  
Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Public Works and Government Services Canada  
Ontario Region  
33 City Centre Drive  
Suite 480  
Mississauga  
Ontario  
L5B 2N5

<b>Title - Sujet</b> Location de motoneiges de VTT	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W3536-150005/A	<b>Date</b> 2014-08-11
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W3536-150005	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$TOR-202-6645
<b>File No. - N° de dossier</b> TOR-4-37045 (202)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2014-09-22</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Gosse, Wayne	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> tor202
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (905)615-2077 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (905)615-2060
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE Area Support Unit Toronto Supply Repair & Disposal Toronto Ontario M3K3J5 Canada	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

W3536-150005/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

TOR-4-37045

Buyer ID - Id de l'acheteur

tor202

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W3536-150005

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

voir ci-joint.

## **TABLE DES MATIÈRES**

**TITRE :** Location de motoneiges, de VTT et de traîneaux

### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Ancien fonctionnaire
4. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
5. Lois applicables

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

1. Instructions pour la préparation des offres

### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

### **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

### **PARTIE 6 – EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE**

1. Exigences en matière d'assurance

### **PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

#### **A. OFFRE À COMMANDES**

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
7. Utilisateurs désignés
8. Procédures pour les commandes subséquentes
9. Instrument de commande
10. Limite des commandes subséquentes
11. Limitation financière
12. Ordre de priorité des documents
13. Attestations
14. Lois applicables

Solicitation No. - N° de l'invitation

W3536-150005/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W3536-150005

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

TOR-4-37045

Buyer ID - Id de l'acheteur

tor202

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
5. Paiement
6. Instructions pour la facturation
7. Assurances  
Exigences en matière d'assurances
8. Clauses du *Guide des CCUA*

### **Liste des annexes :**

- Annexe A - Énoncé des travaux
- Annexe B - Base de paiement
- Annexe C - Exigences en matière d'assurance
- Annexe D - Rapports d'utilisation périodique – Offre à commandes
- Annexe E - Évaluation des prix

**TITRE : Location de motoneiges, de VTT et de traîneaux**

**PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**1. Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- |          |  |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;  |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;   |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;   |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;  |
| Partie 5 | Attestations : comprend les attestations à fournir;  |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et  |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent:<br><br>7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;<br><br>7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les Exigences en matière d'assurance et les Rapports d'utilisation périodique – Offre à commandes.

**2. Sommaire**

- 2.1 Le ministère de la Défense nationale souhaite louer des motoneiges, des véhicules tout terrain (VTT), des traîneaux, des casques et de l'équipement connexe pour accroître sa flotte utilisée pour la formation militaire dans l'Arctique. Le marché comprend la livraison et le ramassage de l'équipement loué à la Base des Forces canadiennes Borden, à Borden, en Ontario; au Centre d'instruction de la 4<sup>e</sup> Division du Canada, à Meaford, en Ontario; et au manège militaire Denison, à Toronto, selon les besoins.
- 2.2 La présente offre à commandes couvre une période d'un an qui débutera à la date d'émission de l'offre à commandes et comprend le droit irrévocable de demander une prolongation de deux périodes supplémentaires d'un an selon les mêmes modalités.

- 2.3 On estime que l'équipement loué sera utilisé en tout une vingtaine à une trentaine de fois par année pour l'ensemble des points de service, pour des périodes de location variées.
- 2.4 Il est prévu qu'une offre à commandes sera établie à la suite de la présente demande de soumissions.
- 2.5 Les offrants doivent fournir une liste de noms ou, au besoin, d'autres renseignements connexes conformément à la section 01 – Instructions uniformisées 2006 et 2007.
- 2.6 Pour les besoins de services, les offrants qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent fournir l'information demandée à l'article 3 de la Partie 2 de la demande d'offre à commandes (DOC).
- 2.7 Le marché est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

### 3. Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

### 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2014-06-26) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours  
Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

### 2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

### 3. Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

## Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

## Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

#### Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

#### 4. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 10 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.



## **5. Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

## **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

### **1. Instructions pour la préparation des offres**

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (2 copies papier)

Section II : offre financière (1 copie papier)

Section III : attestations (1 copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I : Offre technique**

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

#### **Section II : Offre financière**

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W3536-150005/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W3536-150005

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
TOR-4-37045

Buyer ID - Id de l'acheteur  
tor202  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B – Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

#### **Paiement par carte de crédit**

Le Canada demande que les offrants choisissent l'une des options suivantes :

- a) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA \_\_\_\_\_

Master Card \_\_\_\_\_

- b) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

#### **Section III : Attestations**

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

### **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

#### **1. Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

#### **1.1 Évaluation technique**

##### **1.1.1 Critères techniques obligatoires**

Chaque soumission sera évaluée par rapport aux critères obligatoires énumérés ci-dessous. Les soumissions qui ne répondent pas aux critères sans exception seront jugées non valables et ne seront pas retenues pour les étapes ultérieures.

	Critères techniques obligatoires	Déterminer la section de la proposition où les documents d'appui peuvent être situés (n° de page)
1	Le soumissionnaire <b>DOIT</b> démontrer dans sa proposition qu'il convient à la livraison et au ramassage de l'équipement à la BFC durant la période de l'offre à commandes.	
2	Le soumissionnaire <b>DOIT</b> démontrer dans sa proposition qu'il convient à la livraison et au ramassage de l'équipement Centre	

	d'instruction de la 4e Division du Canada Meaford durant la période de l'OCIR.	
3	Le soumissionnaire <b>DOIT</b> démontrer dans sa proposition qu'il convient à la livraison et au ramassage de l'équipement au manège militaire de Denison.	
4	Le soumissionnaire <b>DOIT</b> démontrer dans sa proposition qu'il est en mesure de fournir tout l'équipement demandé dans l'OCIR	
5	Le soumissionnaire <b>DOIT</b> démontrer dans sa proposition qu'il respectera tous les règlements provinciaux sur l'utilisation et l'entretien des véhicules, ainsi que sur la sécurité des véhicules	

## 1.2 Évaluation financière

### 1.2.1 Critères financiers obligatoires

L'offrant doit remplir l'annexe B – Base de paiement, en dollars canadiens, et la joindre à son offre. Les prix doivent être fournis pour tous les articles de l'annexe B.

**1.2.2** Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, destination FAB; les frais de transport, les droits de douane et les taxes d'accise canadiens sont compris, et les taxes applicables sont en sus.

**1.2.3** Les soumissions seront évaluées conformément à l'annexe E – Évaluation des prix, en fonction des prix soumis à l'annexe B – Base de paiement.

## 2. Méthode de sélection – critères techniques obligatoires seulement

### 2.1

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

## PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

### 1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

## 1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - offre, des instructions uniformisées [2006](#) (2014-03-01) . Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

## 1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » ([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

## PARTIE 6 - Exigences en matière d'assurance

### 1. Exigences en matière d'assurance

**1.1** L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe C si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

## PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

### A. OFFRE À COMMANDES

#### 1. Offre

**1.1** L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe A.

#### 2. Exigences relatives à la sécurité

**2.1** Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **3. Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### **3.1 Conditions générales**

2005 (2014-06-26), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

#### **3.2 Offres à commandes - établissement des rapports**

The Offeror must compile and maintain records on its provision of goods, services or both to the federal government under contracts resulting from the Standing Offer. This data must include all purchases, including those paid for by a Government of Canada Acquisition Card.

The Offeror must provide this data in accordance with the reporting requirements detailed in Annex "A ". If some data is not available, the reason must be indicated. If no goods or services are provided during a given period, the Offeror must still provide a "nil" report.

The data must be submitted on a "quarterly basis" to the Standing Offer Authority.

The quarterly reporting periods are defined as follows:

1st quarter: April 1 to June 30;

2nd quarter: July 1 to September 30;

3rd quarter: October 1 to December 31;

4th quarter: January 1 to March 31.

The data must be submitted to the Standing Offer Authority no later than ten (10) calendar days after the end of the reporting period.

### **4. Durée de l'offre à commandes**

#### **4.1 Période de l'offre à commandes**

La présente offre à commandes couvre une période d'un an qui débutera à la date d'émission de l'offre à commandes.

#### **4.2 Prolongation de l'offre à commandes**

Si l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période de deux (2) périodes supplémentaires; partir de la date de Debut émission de l'offre de deux ans à compter de la date de l'offre à commandes délivrance et de la date de Debut émission de l'offre de trois ans à compter de la date de Debut émission de l'offre dans les mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes , ou aux taux ou prix calculés conformément à la formule précisée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W3536-150005/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W3536-150005

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
TOR-4-37045

Buyer ID - Id de l'acheteur  
tor202  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## 5. Responsables

### 5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Wayne Gosse  
Titre : Supply Specialist  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Direction : Ontario Region  
Adresse : 33, City Centre Drive, bureau 480C, Mississauga (Ontario) L5B 2N5

Téléphone : (905) - 615 - 2077  
Télécopieur : (905) - 615 - 2060  
Courriel : Wayne.Gosse@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

### 5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
  
Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

### 5.3 Représentant de l'offrant

**Name:** \_\_\_\_\_  
**Title:** \_\_\_\_\_  
  
**Telephone:** \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_  
**E-mail address:** \_\_\_\_\_

## 6. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des

rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

## **7. Utilisateurs désignés**

Le ou les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à la présente offre à commandes seront indiqués dans le document de commande subséquente.

## **8. Procédures pour les commandes**

Le ou les utilisateurs désignés enverront à l'offrant un instrument de commande signé demandant les services décrits à l'annexe A, Énoncé des travaux. L'offrant ne peut pas refuser des travaux demandés compris dans la portée des travaux prévus à l'annexe A, Énoncé des travaux.

## **9. Instrument de commande**

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes.

## **10. Limite des commandes subséquentes**

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 25 000 \$ (taxes applicables incluses).

## **11. Limitation financière**

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de \_\_\_\_\_ \$, (taxes applicables exclues) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou \_\_\_\_\_ mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

## **12. Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales [2005](#) (2014-06-26), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales conditions 2010C (2014-06-26), General Conditions – Services (Medium Complexity);
- e) l'annexe A, Énoncé des travaux;
- f) l'annexe B, Base de paiement;
- g) l'annexe C, Exigences en matière d'assurance;
- h) l'annexe D, Rapports d'utilisation périodique – Offre à commandes

h) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_.

### **13. Attestations**

#### **13.1 Conformité**

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

### **14. Lois applicables**

## **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### **1. Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **2. Clauses et conditions uniformisées**

#### **2.1 Conditions générales**

2010C (2014-06-26), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13) Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010C (2014-06-26), [General Conditions – Services \(Medium Complexity\)](#), ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

### **3. Durée du contrat**

#### **3.1 Date de livraison**

La livraison doit être effectuée conformément à la commande subséquente à l'offre de commandes. Le ramassage doit se faire le dernier jour de la période de location. La période de location ne sera pas prolongée en raison de l'omission de l'entrepreneur de ramasser les articles le jour prescrit.

#### **3.1 Période du contrat**

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.



#### **4. Divulgaration proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires**

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

#### **5. Paiement**

##### **5.1 Base de paiement**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaire(s) ferme(s) précisé(s) dans l'annexe B jusqu'à une limitation des dépenses de la valeur du dollar stipulé sur le document d'appel-up. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

##### **5.2 Limitation des dépenses**

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de le montant stipulé sur le document d'appel-up. Les droits de douane *insérer* et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
  - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
  - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
  - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

##### **5.3 Paiement unique**

Clause du *Guide des CCUA* **H1000C** (2008-05-12), Paiement unique

#### 5.4 Paiement par carte de crédit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : \_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_.

#### 6. Instructions pour la facturation

2. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Les factures doivent être distribuées comme suit:

2.1 L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

2.2 Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

#### 7. Assurances – exigences particulières

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe \_\_\_\_\_. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

#### 8. Clauses du *Guide des CCUA*

A9062C (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

### Annexe A

### ÉNONCÉ DES TRAVAUX

## **1.0 Objectif du présent besoin**

Le MDN a besoin de la location de motoneiges et de véhicules tout-terrain (VTT) ainsi que de traîneaux pour augmenter le parc existant. Le parc est nécessaire comme soutien à la formation pour le 32<sup>e</sup> Groupe-brigade du Canada (32 GBC) et des unités hébergées. Le 32<sup>e</sup> GBC et les unités hébergées ont pour responsabilité de s'entraîner dans l'environnement arctique et d'actualiser leurs techniques de combat par temps froid.

## **2.0 Unité qui recevra les services**

32 GBC et unités hébergées. L'entrepreneur sera obligé d'entretenir l'équipement à l'un ou l'autre des trois endroits énumérés dans 3.0.

## **3.0 Produits livrables et échéanciers**

Toutes les livraisons de produits se feront à la Base des Forces canadiennes (BFC) Borden, au Centre d'instruction de la 4<sup>e</sup> Division du Canada Meaford (CI 4 Div CA) et au Manège militaire Denison, Toronto.

(a) L'entrepreneur doit organiser la livraison et le ramassage de l'endroit indiqué dans la commande subséquente

(b) Les motoneiges, les traîneaux et les véhicules tout-terrain doivent être livrés en bon état de fonctionnement et prêts à être utilisés.

(c) Le MDN sera obligé de fournir un délai d'approvisionnement d'une semaine pour la location de l'équipement. En de rares occasions, le MDN peut demander une location d'équipement avec moins d'une semaine de délai d'approvisionnement et il reviendra à l'entrepreneur de déterminer s'il peut fournir l'équipement.

### **3.1 Unités autorisées à présenter des commandes subséquentes**

Les unités énumérées ci-dessous sont autorisées à présenter une commande subséquente à une offre à commandes :

- |   | Unité et endroit   |
|---|--|
| 1 | 32 RG, immeuble Denison, 1, allée Yukon<br>Toronto (Ontario) M3K 0A1   |
| 2 | The Queen's Own Rifles Of Canada<br>Manège militaire de Moss Park, 130, rue Queen Est<br>Toronto (Ontario) M5A 1R9 |
| 3 | Gouverneur général, Cavalerie de la Garde<br>Immeuble Denison, 1, allée Yukon<br>North York (Ontario) M3K 0A1      |
| 4 | 32 <sup>e</sup> Groupe-brigade du Canada<br>Immeuble Denison<br>1, allée Yukon<br>North York (Ontario) M3K 0A1     |
| 5 | 2 <sup>e</sup> Compagnie du renseignement  |

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W3536-150005/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W3536-150005

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
TOR-4-37045

Buyer ID - Id de l'acheteur  
tor202  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- Immeuble Denison  
1, allée Yukon  
North York (Ontario) M3K 0A1
- 6 The Queen York Rangers  
Manège militaire de Fort York  
660, rue Fleet Ouest  
Toronto (Ontario) M5V 1A9
- 7 The Lorne Scots (Peel/Halton Regt)  
2, rue Chapel  
Brampton (Ontario) L6W 2H1
- 8 48<sup>th</sup> Highlanders of Canada  
Manège militaire de Moss Park  
130, rue Queen Est  
Toronto (Ontario) M5A 1R9
- 9 7 Toronto Regt  
Manège militaire de Moss Park  
130, rue Queen Est  
Toronto (Ontario) M5A 1R9
- 10 The Royal Regt of Canada  
660, rue Fleet Ouest  
Toronto (Ontario) M5V 1A9
- 11 25 Toronto Medical Co  
130, rue Queen Est  
Toronto (Ontario) M5A 1R9
- 12 The Toronto Scottish Regt  
70, rue Birmingham  
Toronto (Ontario) M8V 3W6
- 13 32 Bataillon des services  
Immeuble Denison  
1, allée Yukon  
Toronto (Ontario) M3K 0A1
- 14 NCSM York  
659, boul. Lakeshore Ouest  
Toronto (Ontario) M5V 1A7
- 15 32<sup>e</sup> Groupe-brigade de bataille du Canada  
660, rue Fleet Ouest  
Toronto (Ontario) M5V 1A9
- 16 Ontario Regt  
53, rue Simcoe Nord  
Oshawa (Ontario) L1G 4R9
- 17 32 Signal Regt  
660, rue Fleet Ouest  
Toronto (Ontario) M5V 1A9

- 18 Bureau des affaires publiques de la Défense  
nationale  
4900, rue Yonge, 6<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M2N 6B7
- 19 Formation Dwyer Hill  
Centre du QG SCFT  
7, allée Yukon  
North York (Ontario) M3K 0A1
- 20 Détachement des cadets de la Région du Centre  
Bureau 600  
4900, rue Yonge  
Toronto (Ontario) M2N 6B7
- 21 4 Division  
Manège militaire Denison  
1, allée Yukon  
Toronto (Ontario) M3K 0A1
- 22 The Queen's Own Rifles of Canada  
Manège militaire de Dalton  
37, Mid-Dominion Acres  
Scarborough (Ontario) M1S 5K5
- 23 Toronto Scottish Regt Miss  
7535, 9<sup>e</sup> Ligne  
Mississauga (Ontario) L5N 7C3
- 24 Queens York Rangers  
138, rue Larmont  
Aurora (Ontario) L4G 1V7
- 25 Queens York Rangers  
215, promenade Industrial Sud  
Aurora (Ontario) L4G 3T9
- 26 Lorne Scottish Regt  
90, chemin Todd  
Georgetown (Ontario) L4G 1V7
- 27 Ont Regt  
1225, promenade Keith Ross  
Oshawa (Ontario) L1H 7K4
- 28 Lorne Scottish Regt  
90, rue Thomas  
Oakville (Ontario) L6J 3A6

L'entrepreneur doit poster des factures à l'endroit de l'unité indiqué sur le formulaire de la commande subséquente.

#### **4.0 Motoneiges, traîneaux et location de VTT**

L'entrepreneur doit fournir la location de motoneiges, de casques de motoneige, de traîneaux, de VTT et de casques de VTT conformément aux spécifications détaillées ci-dessous à l'article 6.1,

6.2, 6.3 et 6.4. Chaque motoneige et VTT doit être fourni en état de fonctionnement et accompagné des manuels du fabricant.

### 5.1 Normes

L'équipement doit respecter tous les règlements provinciaux sur l'utilisation et l'entretien des véhicules, ainsi que sur la sécurité des véhicules dans la province de l'Ontario.

### 5.2 Inspection et certification :

(a) L'entrepreneur doit remplir un rapport d'inspection au moment de la livraison et le ramassage de l'équipement avec un représentant du MDN présent pour l'inspection au moment où le véhicule est livré au MDN (connu sous le nom « inspection d'arrivage ») et l'inspection au moment où l'entrepreneur vient chercher le véhicule (connu sous le nom « inspection de sortie »). Le rapport d'inspection doit inclure la date et l'heure de la livraison, une description technique claire de l'état de l'équipement, avec preuves à l'appui de l'état. Le MDN refusera les motoneiges, les casques de motoneige, les VTT, les casques de VTT et les traîneaux qui échouent à l'inspection d'acceptation et l'entrepreneur doit fournir un produit de remplacement (dans un délai de 24 heures) pour tout équipement qui échoue à l'inspection. Le MDN a le droit de refuser un véhicule pour des raisons de mécanique ou de sécurité.

(b) Les motoneiges, les traîneaux? et les VTT doivent être fournis avec le réservoir d'essence rempli au 3/4 et le plein d'huile.

(d) L'entrepreneur doit fournir, au moment de la livraison, des coordonnées (y compris des numéros de téléphone) en cas de réparations urgentes.

(d) L'entrepreneur doit accepter l'usure normale qui a eu lieu durant la période de locations sans aucuns frais supplémentaires réclamés au MDN. Par exemple, de petites égratignures sont considérées comme de l'usure normale.

(e) Durant l'inspection de sortie avant le retour de l'équipement de location à l'entrepreneur, le MDN doit s'assurer que tous les accessoires et que tout l'équipement qui appartient au MDN sont enlevés. L'inspection d'arrivage et de sortie inclura ce qui suit :

- tous les interrupteurs sont en bon état de fonctionnement;
- l'équipement est en bon état de fonctionnement mécanique;
- les dommages à l'équipement sont consignés dans le rapport d'inspection;
- toutes les fonctions de l'équipement sont en bon état de fonctionnement (par exemple, poignées chauffantes et chauffe-pouce pour commande des gaz);
- l'équipement devrait avoir le réservoir d'essence rempli au 3/4 et le plein d'huile.

### 5.3 Utilisation des motoneiges et des VTT :

(a) Les véhicules seront conduits par des conducteurs autorisés du MDN.

(b) La location des motoneiges et des VTT comprendra un kilométrage illimité pour toute la durée du contrat de location.

(c) L'entrepreneur doit s'assurer que tous les véhicules sont expédiés en bon état mécanique.

### 5.4 Responsabilités

Sauf indication contraire dans la présente, les dispositions suivantes s'appliquent :

#### 5.4.1 L'entrepreneur est responsable de ce qui suit :

- (a) La livraison à l'endroit précisé dans la commande subséquente.
- (b) Le ramassage au moment de l'expiration ou de la résiliation du contrat.
- (c) L'immatriculation, les permis ou les exemptions touchant les véhicules.
- (d) L'entrepreneur est responsable de toutes les réparations faites aux motoneiges, aux traîneaux et aux VTT qui sont couverts par la garantie du fabricant. L'entretien en garantie comprend la fourniture de pièces fournies par la garantie du fabricant ainsi que la main-d'œuvre nécessaire pour l'installation de ces pièces. Tout travail effectué sous garantie sera effectué par le représentant autorisé du fabricant.
- (e) L'entretien intégral en raison de l'usure normale.
- (f) Lorsqu'un véhicule est mis hors service aux fins de réparation, l'entrepreneur est tenu de remplacer le véhicule par un autre véhicule de même taille et de même type dans un délai de 24 heures. L'entrepreneur doit déduire le temps d'arrêt de la facture lorsqu'il calcule les frais.

#### **5.4.2 Le MDN est responsable de ce qui suit :**

- (a) Fournir le carburant pendant la période de location à l'exception du réservoir d'essence rempli au 3/4 qui est inclus dans la location.
- (b) Fournir de l'huile de moteur supplémentaire pendant la période de location, au besoin.
- (c) Laver les véhicules (nettoyage superficiel au moment de retourner l'équipement).
- (c) Retourner l'équipement à l'entrepreneur à l'endroit de livraison précisé dans le document de la commande subséquente. L'équipement peut être retourné à l'entrepreneur avec des pièces de véhicules remplacées en raison d'une réparation mineure d'urgence qui est requise durant la période de location à la discrétion du MDN (les réparations mineures d'urgence telles que le remplacement d'une bougie ou toute autre pièce réparée sur place pendant l'exercice pour réduire au minimum le temps d'indisponibilité, et uniquement au besoin).
- (d) Le MDN ira chercher tout l'équipement en panne ou qui exige des services d'entretien à l'endroit de la livraison indiqué sur le document de commande subséquente. Les motoneiges, les traîneaux et les VTT devront être remplacés ou entretenus au besoin durant la période de location.
- (e) Le MDN est responsable des pertes et dommages aux motoneiges, aux traîneaux et aux VTT pendant la période de location, qui résultent de la négligence ou de l'insouciance d'employés, d'officiers ou d'agents du MDN, dans la mesure où ces pertes ou dommages ne résultent pas d'une usure normale. La perte ou les dommages en raison d'un vol sans qu'il s'agisse de négligence de la part du MDN seront couverts par l'autoassurance du gouvernement.

#### **5.5 Entretien**

- (a) Avant l'acceptation par le MDN au moment de l'inspection d'arrivage, tous les VTT, les motoneiges et les traîneaux doivent être dans un état mécanique fonctionnel; ils doivent être propres et la carrosserie ne doit présenter aucun signe de dommage, à l'exception de bosses ou d'égratignures mineures, dues à une utilisation normale.
- (b) L'acceptabilité des motoneiges, des traîneaux et des VTT livrés avec des bosses ou des égratignures mineures sera faite à la discrétion du représentant du MDN au site de livraison. Tout entretien périodique, c'est-à-dire le graissage, les vidanges d'huile et les inspections périodiques du moteur, est la responsabilité de l'entrepreneur et à ses frais.
- (c) Le remplacement ou la réparation de toute fenêtre en verre ou en plastique et de toute lunette en verre ou en plastique, en raison d'une usure normale et des avaries routières, doit être effectué par l'entrepreneur, sans frais pour le Canada.
- (d) L'entrepreneur est responsable de tout dommage à n'importe quelle vitre, peu importe la cause, à l'exception de dommages intentionnels et de dommages mineurs à la peinture ou à la carrosserie et qui ne résultent pas d'un accident à déclarer en vertu de l'article 199 de la partie XIV du *Code de la route de l'Ontario de 1998* ou de l'article correspondant de la version la plus récente.

#### **5.6 Processus de réparation**

Aux fins de réparation pendant la période de location et après l'inspection « de sortie » :

(a) Tous les VTT, motoneiges et traîneaux seront conjointement inspectés par le personnel du MDN (grade de sergent ou supérieur) et l'entrepreneur, pour des dommages avant la réparation de la motoneige, du traîneau et du VTT. Tout dommage décelé devra être consigné dans le rapport d'inspection et signé par les deux parties. On déterminera en même temps si l'entrepreneur est responsable des réparations sans aucuns frais pour le Canada ou si le MDN est chargé d'assumer les frais de la réparation. Si le MDN est chargé de payer les réparations, le personnel du MDN qui a effectué l'inspection de sortie avant d'envoyer l'équipement pour des réparations doit accorder l'approbation.

(b) Toute demande pour l'endommagement constaté après l'inspection « de sortie » et qui n'a pas été consigné dans le rapport d'inspection doit être soumise au chargé de projet du MDN indiqué sur le document de commande subséquente dans les 72 heures qui suivent la signature du rapport d'inspection.

(c) Les réparations qui sont la responsabilité du MDN doivent être facturées par l'entrepreneur, séparément de la facture de location. Les factures de réparations doivent détailler chaque réparation pour chaque motoneige, y compris la main-d'œuvre et les pièces.

(d) La facture de réparation pour les motoneiges, les traîneaux et les VTT que le MDN doit payer doit être envoyée au chargé de projet du MDN indiqué sur le document de commande subséquente.

## **6.0 Spécifications**

### **6.1 Motoneige (location)**

Véhicule de taille moyenne d'usage général, utilisé pour le déplacement du personnel et du matériel, capable de tirer au besoin des toboggans avec manœuvrabilité et stabilité maximales dans des espaces restreints. La motoneige doit satisfaire aux spécifications ci-dessous :

- (a) Moteur à quatre temps (cycles);
- (b) Moteur refroidi par liquide;
- (c) Injection de carburant;
- (d) Cylindrée de 500 à 900 centimètres cubes;
- (e) Essence ordinaire sans plomb;
- (f) Capable de double remorquage – avec crochet ou cheville d'attelage;
- (g) Siège modulaire décalé deux places;
- (h) Porte-bagages;
- (i) Indicateur de vitesse;
- (j) Tachymètre;
- (k) Démarreur électrique;
- (l) Poignées chauffantes et chauffe-pouce pour commande des gaz;
- (m) adaptateur de 12 volts;
- (n) Marche-arrière.

### **6.2 Casques de motoneige**

**6.2.1** L'entrepreneur doit fournir des casques spéciaux pour motoneige, conformément aux normes précisées à l'article 6.2.2 ci-après. Les casques doivent être fournis en même temps que la livraison de la motoneige. Une visière de réserve doit pouvoir remplacer rapidement les visières d'origine en cas de bris.

#### **6.2.2 Spécifications (casques et visières)**

Les casques doivent satisfaire aux spécifications minimales suivantes :

- (a) être spécialement destinés à l'utilisation de la motoneige;



- (b) être de type modulaire;
- (c) avoir une visière;
- (d) comprendre une visière pare-soleil intégrée;
- (e) être approuvés par le ministère des Transports et la CSA;
- (f) être de couleur noire ou foncée;
- (g) visières de remplacement (claires).

Les casques doivent être offerts en tailles de petite à très grande.

### **6.3 Traîneaux**

Spécifications liées aux traîneaux :

- (a) minimum de 3 pi de large et de 5 pi de long;
- (b) avoir une capacité de charge minimum de 200 lb;
- (c) crochet ou nœud de l'évadé pour connecter à une motoneige.

### **6.4 Spécifications des VTT**

- (a) moteur à quatre temps (cycles);
- (b) Moteur refroidi par liquide;
- (c) Injection de carburant;
- (d) Cylindrée de 400 à 750 centimètres cubes;
- (e) Essence ordinaire sans plomb;
- (f) Capable de double remorquage – avec crochet ou cheville d'attelage;
- (g) Démarreur électrique avec auxiliaire à rappel;
- (h) quatre roues motrices;
- (i) Frein d'avant et freinage double;
- (j) Pédale de frein arrière, frein à disque;
- (k) Phares, feux arrière et feux de freinage;
- (l) Porte-bagages;
- (m) Transmission mécanique à deux vitesses plus marche arrière (avant, basse vitesse et marche arrière), au minimum;
- (n) Indicateur de vitesse;
- (o) Tachymètre.
- (p) adaptateur de 12 volts.

#### **6.4.1 Casques de VTT**

L'entrepreneur doit fournir des casques propres aux VTT, conformément aux normes précisées à l'article 6.4.2 ci-après. Les casques doivent être fournis en même temps et au même endroit lorsque les VTT sont prêts pour la mise en service. Les visières de réserve doivent pouvoir remplacer rapidement les visières d'origine en cas de bris.

#### **6.4.2 Spécifications (casques et visières)**

Les casques doivent satisfaire aux spécifications suivantes :

- (a) être propres aux VTT;
- (b) être de type modulaire;
- (c) avoir une visière;
- (d) comprendre une visière pare-soleil intégrée;
- (e) être approuvés par le ministère des Transports et la CSA;
- (f) être de couleur noire ou foncée;
- (g) visières de remplacement (claires).

Solicitation No. - N° de l'invitation

W3536-150005/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W3536-150005

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

TOR-4-37045

Buyer ID - Id de l'acheteur

tor202

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Les casques doivent être offerts en tailles de petite à très grande.

## **Annexe B**

### **BASE DE PAIEMENT**

Prix globaux fermes en dollars canadiens pour la fourniture d'articles d'équipement de location, comprenant tous les frais de livraison et de transport, TPS/TVH en sus.

Première année de l'offre à commandes : du (date d'émission de l'offre à commandes) au (un an à compter de la date d'émission de l'offre à commandes)

Première année d'option – Deuxième année de l'offre à commandes : du (un an à compter de la date d'émission de l'offre à commandes) au (deux ans à compter de la date d'émission de l'offre à commandes)

Deuxième année d'option – Troisième année de l'offre à commandes : du (deux ans à compter de la date d'émission de l'offre à commandes) au (trois ans à compter de la date d'émission de l'offre à commandes)

Tarif quotidien fondé sur une période de 24 heures consécutives

Tarif hebdomadaire fondé sur une période de 7 jours consécutifs d'une durée de 24 heures consécutives chacun.

Tarif mensuel fondé sur une période de 30 jours consécutifs d'une durée de 24 heures consécutives chacun.

**a) Première année – Période s'échelonnant de la date d'émission de l'offre à commande à un an à compter de la date d'émission de l'offre à commandes**

			Tarifs de location fermes		
	Type de véhicule	Année et modèle offert	Quotidien	Hebdomadaire	Mensuel
1.	Autoneige (motoneige) autopropulsée – 2 passagers, longue chenille, usage intensif, modèle de tourisme à moteur de 500 c.c. ou plus. Un casque fourni pour chaque véhicule.		_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.	Traîneau pouvant être attaché à une autoneige. Dimensions minimales : 3 pi de largeur et 5 pi de longueur et pouvant transporter 200 lb.		_____ \$	_____ \$	_____ \$
3.	Véhicule tout-terrain (VTT) 400-750 c.c., 4 roues motrices. Un casque fourni pour chaque véhicule.		_____ \$	_____ \$	_____ \$

**Frais d'annulation**, le cas échéant, pour les véhicules ayant été commandés et livrés mais pas utilisés. \_\_\_\_\_ \$

**b) Première année d'option (Deuxième année de l'offre à commandes) – Période s'échelonnant de un an à compter de la date d'émission de l'offre à commande à deux ans à compter de la date d'émission de l'offre à commandes**

Tarifs de location fermes

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W3536-150005/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W3536-150005

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
TOR-4-37045

Buyer ID - Id de l'acheteur  
tor202  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	Type de véhicule	Année et modèle offert	Quotidien	Hebdomadaire	Mensuel
1.	Autoneige (motoneige) autopropulsée – 2 passagers, longue chenille, usage intensif, modèle de tourisme à moteur de 500 c.c. ou plus. Un casque fourni pour chaque véhicule.		_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.	Traîneau pouvant être attaché à une autoneige. Dimensions minimales : 3 pi de largeur et 5 pi de longueur et pouvant transporter 200 lb.		_____ \$	_____ \$	_____ \$
3.	Véhicule tout-terrain (VTT) 400-750 c.c., 4 roues motrices. Un casque fourni pour chaque véhicule.		_____ \$	_____ \$	_____ \$

**Frais d'annulation**, le cas échéant, pour les véhicules ayant été commandés et livrés mais pas utilisés. \_\_\_\_\_ \$

**c) Deuxième année d'option (Troisième année de l'offre à commandes) – Période s'échelonnant de deux ans à compter de la date d'émission de l'offre à commande à trois ans à compter de la date d'émission de l'offre à commandes**

			Tarifs de location fermes		
	Type de véhicule	Année et modèle offert	Quotidien	Hebdomadaire	Mensuel
1.	Autoneige (motoneige) autopropulsée – 2 passagers, longue chenille, usage intensif, modèle de tourisme à moteur de 500 c.c. ou plus. Un casque fourni pour chaque véhicule.		_____ \$	_____ \$	_____ \$
2.	Traîneau pouvant être attaché à une autoneige. Dimensions minimales : 3 pi de largeur et 5 pi de longueur et pouvant transporter 200 lb.		_____ \$	_____ \$	_____ \$
3.	Véhicule tout-terrain (VTT) 400-750 c.c., 4 roues motrices. Un casque fourni pour chaque véhicule.		_____ \$	_____ \$	_____ \$

**Frais d'annulation**, le cas échéant, pour les véhicules ayant été

Solicitation No. - N° de l'invitation

W3536-150005/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W3536-150005

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

TOR-4-37045

Buyer ID - Id de l'acheteur

tor202

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

commandés et livrés mais pas utilisés.

\_\_\_\_\_ \$

## **ANNEXE C**

### **EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE**

#### **1. Assurance de responsabilité civile commerciale**

1.1 L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

1.2 La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

- a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).

- i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W3536-150005/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W3536-150005

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
TOR-4-37045

Buyer ID - Id de l'acheteur  
tor202  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## **1. Assurance responsabilité civile automobile**

2.1 L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.

2.2 La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :

- a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
- b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
- c. Garantie non-assurance des tiers;
- d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.



Solicitation No. - N° de l'invitation  
W3536-150005/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W3536-150005

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
TOR-4-37045

Buyer ID - Id de l'acheteur  
tor202  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## ANNEXE D

### RAPPORTS D'UTILISATION PÉRIODIQUE – OFFRE À COMMANDES

L'offrant convient qu'il lui incombe de mettre en œuvre un système de suivi des commandes subséquentes à la présente offre à commandes en vue de fournir les rapports d'utilisation et de garantir le respect des limites financières. Tout manquement à cette obligation pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes.

Dans le cadre de la présente demande d'offre à commandes, des rapports doivent être présentés comme suit :

Les rapports doivent être soumis à l'autorité contractante à : [Wayne.Gosse@pwgsc-tpsgc.gc.ca](mailto:Wayne.Gosse@pwgsc-tpsgc.gc.ca) et à [NCR.SOMO@tpsgc.gc.ca](mailto:NCR.SOMO@tpsgc.gc.ca) **chaque trimestre**, et fournir en détail les renseignements ci-dessous. **Le non-respect de cette exigence pourrait entraîner le retrait de l'offre à commandes.**

Les renseignements suivants doivent être fournis :

Offre à commandes		(Inscrire le numéro de l'offre à commandes)			Date de début de l'OC (JJ/MM/AAAA)		Date de fin de l'OC (JJ/MM/AAAA)	
Valeur totale à ce jour (\$)		Valeur totale pour la période visée par le rapport (\$)			Début de la période visée par le rapport (JJ/MM/AAAA)		Fin de la période visée par le rapport (JJ/MM/AAAA)	
Ministère client	Numéro de la commande	Description de l'article	(Numéro de pièce – s'il y a lieu)	Quantité d'articles	Unité de mesure (par article, litre, etc.)	Date de la commande	Date de livraison	Valeur de la commande (excluant la TPS et les frais de livraison)

Se reporter à la Partie 7.A., article 3.2.

Le RAPPORT FINAL doit fournir une liste des articles demandés qui représente approximativement la valeur totale de toutes les commandes subséquentes.

## ANNEXE E

### ÉVALUATION DES PRIX

**NOTA** : Les prix seront évalués en fonction d'un nombre illimité de kilomètres gratuits.

Les prix doivent inclure la livraison à l'endroit désigné et le ramassage à la fin de la période de location.

Les prix seront évalués en fonction des tarifs indiqués à l'annexe B – Base de paiement.

Le prix total pour la période de trois ans pour chacun des types de véhicules sera établi comme suit :

1<sup>re</sup> étape : Le nombre estimatif de jours, de semaines, de mois sera multiplié par le tarif ferme correspondant, ce qui donnera le prix total par année.

2<sup>e</sup> étape : Les prix totaux de chaque année (a + b + c) seront additionnés pour établir le prix total pour la période de trois ans pour chacun des types de véhicules.

3<sup>e</sup> étape : Le prix estimatif total de chaque soumissionnaire correspond à la somme du prix total pour la période de trois ans pour chacun des types de véhicules.

**(a) Première année – Période s'échelonnant de la date d'émission de l'offre à commande à un an à compter de la date d'émission de l'offre à commandes**

**(b) Première année d'option – Période s'échelonnant de un an à compter de la date d'émission de l'offre à commande à deux ans à compter de la date d'émission de l'offre à commandes**

**(c) Deuxième année d'option – Période s'échelonnant de deux ans à compter de la date d'émission de l'offre à commande à trois ans à compter de la date d'émission de l'offre à commandes**

Type de véhicule	N <sup>bre</sup> est. de jours	Tarif quot. ferme	N <sup>bre</sup> est. de semaines	Tarif hebdom. ferme	N <sup>bre</sup> est. de mois	Tarif mens. ferme	Prix total pour chacune des années
Autoneige (motoneige) autopropulsée – 2 passagers, longue chenille, usage intensif, modèle de tourisme à moteur de 500 c.c. ou plus. Un casque fourni pour chaque véhicule.	5	_____ \$	5	_____ \$	5	_____ \$	= _____ \$ (a)
	5	_____ \$	5	_____ \$	5	_____ \$	= _____ \$ (b)
	5	_____ \$	5	_____ \$	5	_____ \$	= _____ \$ (c)
<b>PRIX TOTAL POUR LA PÉRIODE DE TROIS ANS</b> (a) + (b) + (c) _____ \$							
Traîneau pouvant être attaché à une autoneige. Dimensions minimales : 3 pi de largeur et 5 pi de longueur et pouvant transporter 200 lb.	5	_____ \$	5	_____ \$	5	_____ \$	= _____ \$ (a)
	5	_____ \$	5	_____ \$	5	_____ \$	= _____ \$ (b)
	5	_____ \$	5	_____ \$	5	_____ \$	= _____ \$ (c)
<b>PRIX TOTAL POUR LA PÉRIODE DE TROIS ANS</b>							

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W3536-150005/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W3536-150005

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
TOR-4-37045

Buyer ID - Id de l'acheteur  
tor202  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

			(a) + (b) + (c) \$				
Véhicule tout-terrain (VTT) 400-750 c.c., 4 roues motrices. Un casque fourni pour chaque véhicule.	5	\$	5	\$	5	\$	= \$ (a)
	5	\$	5	\$	5	\$	= \$ (b)
	5	\$	5	\$	5	\$	= \$ (c)
			<b>PRIX TOTAL POUR LA PÉRIODE DE TROIS ANS</b>				
			(a) + (b) + (c) \$				